

Toulouse, le 05 janvier 2008

MOTION

Dans le cadre de la fusion DGI/DGCP l'administration n'a guère fait mystère de ses intentions en matière d'emploi.

Cette fusion, placée elle-même dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, ne peut qu'engendrer l'accélération des suppressions d'emplois.

SUD Trésor et le SNUI, rejoints par les autres organisations syndicales œuvrant dans les groupes de travail sur la fusion, ont quitté la séance le 25 janvier dernier en refusant à la fois cette volonté idéologique de poursuivre les suppressions d'emplois et les mesures préconisées par le rapport Attali remettant en cause les valeurs et les missions du service public.

La réponse du ministre des finances est sans équivoque : la réduction des effectifs est un élément fort de la politique du Président de la République. Elle s'impose à nous de manière impérative.

Forts des revendications portées par les personnels du ministère lors des journées de grève du 20 novembre et du 24 janvier, nous refusons cette décision purement politique et basée sur la seule logique comptable.

Nous ne saurions accepter l'aggravation de nos conditions de travail et la dégradation de l'exercice de nos missions.

Nous exigeons, dans le cadre de la fusion dont nous n'étions pas demandeurs, l'arrêt des suppressions en 2008 et 2009.

Nous refusons la logique de l'ORE dont la seule fonction est de répartir la pénurie.

En Haute-Garonne, le syndicat SUD Trésor ne cautionnera pas de nouvelles suppressions d'emplois et par conséquent boycottera le CTPL du 5 février 2008.